



DÉCLARATION CONJOINTE

Pour publication immédiate: le jeudi 22 février 2024

Le gouvernement Ford est responsable de la crise du recrutement et de la rétention des enseignantes et des enseignants en Ontario

Le ministre de l'Éducation Stephen Lecce et le gouvernement Ford ont finalement admis qu'il y avait un problème de recrutement et de rétention des enseignantes et des enseignants. Dans un article publié dans le Toronto Star le 21 février dernier, le ministre a déclaré aux journalistes que la province envisageait « toutes les options possibles » pour atténuer la pénurie d'enseignantes et d'enseignants dans les conseils scolaires de l'Ontario. Le gouvernement est également confronté à des défis importants pour recruter et assurer la rétention du personnel en éducation qui offre des services et des soutiens aux élèves.

L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO), l'Elementary Teachers' Federation of Ontario (ETFO), l'Ontario English Catholic Teachers' Association (OECTA) et la Fédération des enseignantes et des enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (OSSTF/FEESO) dénoncent cette situation depuis des années et ont proposé de collaborer de manière significative avec le gouvernement pour trouver des solutions pour contrer cette pénurie et combler les nombreux postes d'enseignantes et d'enseignants et de personnel en éducation non comblés dans les conseils scolaires de toute la province.

Le gouvernement Ford ne devrait pas être surpris d'apprendre que la pénurie croissante d'enseignantes et d'enseignants en Ontario, qui est en fait une crise de recrutement et de rétention, est une situation déplorable dont il est lui-même responsable. Cependant, au lieu d'en assumer la responsabilité et de s'engager dans une consultation significative avec le personnel et avec les expertes et les experts en éducation pour élaborer des stratégies et trouver des solutions concrètes, le gouvernement focusse sur de mauvaises priorités. Il propose des solutions à court terme, temporaires et axées sur des tactiques de relations publiques, qui ne permettent aucunement de s'attaquer aux raisons profondes pour lesquelles de nombreux postes d'enseignantes et d'enseignants ne sont pas comblés dans les écoles de la province.

L'incapacité du gouvernement Ford à faire du financement en éducation une réelle priorité témoigne de son mépris flagrant pour le rôle essentiel que jouent les enseignantes et les enseignants. Le sous-financement chronique de la part du gouvernement conservateur a laissé les écoles avec un manque important de personnel en plus de surcharger les enseignantes et les

enseignants, ce qui compromet la qualité de l'éducation offerte à nos élèves et le niveau de soutien que le personnel en éducation est en droit de recevoir.

Nous avons pu constater, directement dans les salles de classe, l'impact négatif de la pénurie croissante des enseignantes et enseignants sur l'apprentissage des élèves. Dans de trop nombreux cas, les classes sont offertes par du personnel non qualifié et non certifié, ou elles sont jumelées à d'autres cours. Cette situation met en péril la qualité de l'apprentissage et représente un fardeau supplémentaire pour les enseignantes et enseignants ainsi que pour les autres membres du personnel de l'école. Nous croyons fermement que les élèves méritent des enseignantes et enseignants qualifiés et certifiés en tout temps.

Cette situation n'a fait qu'empirer avec le projet de loi 124, la loi anticonstitutionnelle de la province sur la suppression des salaires. Ce projet de loi illégal du gouvernement Ford a fait en sorte que le personnel en éducation a été sous-payé et sous-évalué pendant des années. Son manque de respect pour les travailleuses et les travailleurs du secteur public a contribué à la démoralisation et à la désillusion des enseignantes et enseignants, ce qui les pousse à quitter la profession ou à ne jamais y entrer.

La gravité de la crise de recrutement et de rétention impacte également les niveaux alarmants de violence dans nos écoles. Le gouvernement n'a pas priorisé la mise en œuvre de mesures et de ressources proactives pour résoudre ce problème et garantir aux élèves et au personnel des environnements sécuritaires et propices à l'apprentissage et au travail. Le gouvernement doit prendre des mesures immédiates avec des investissements réels pour répondre à cette préoccupation grandissante.

Les enseignantes et les enseignants sont des professionnels dévoués qui investissent leur temps, leur énergie et leur passion dans le développement du potentiel de chaque élève. Pourtant, le mépris constant du gouvernement Ford pour l'expertise, la contribution et le bien-être des enseignantes et des enseignants, ainsi que ses attaques contre la profession, ont miné le moral du personnel en éducation pourtant responsables d'inspirer les élèves de l'Ontario et de les aider à réussir. Permettre à ces conditions de persister nuit aux élèves et aux écoles.

Un véritable engagement en faveur d'une éducation de qualité financée par les fonds publics exige une collaboration respectueuse entre le gouvernement et le personnel en éducation, un sentiment qui fait malheureusement défaut à l'heure actuelle. Plutôt que de suggérer vaguement de collaborer avec nous, nous exhortons la province à s'engager réellement dans un dialogue significatif, ouvert et constructif avec les syndicats et les autres partenaires en éducation afin d'élaborer des solutions durables à cette crise et d'investir immédiatement dans le système d'éducation financé par les fonds publics pour assurer l'épanouissement des élèves.

-30-

Pour plus d'information, veuillez communiquer avec :

AEFO—Mélanie Routhier Boudreau : 613-244-2336 / mrboudreau@aefo.on.ca

ETFO—Carla Pereira : 416-962-3836 ext. 2332 / cpereira@etfo.org

OECTA—Michelle Despault : 416-925-2493 ext. 509 / m.despault@catholicteachers.ca

OSSTF/FEESO—Caitlin Reid : 416-576-8346 / caitlin.reid@osstf.ca